



# Communiqué de Presse

Lundi 05 mai 2014

## Autoroute Castres - Toulouse Chimère et leurres, l'Etat ne veut surtout pas savoir

A l'occasion de la venue du président de la République à Carmaux le 23 avril dernier, FNE Midi-Pyrénées et le collectif RN126 ont été reçus par Patrick Vieu, conseiller « Environnement et territoire » au cabinet présidentiel pour aborder la question du projet autoroutier Castres-Toulouse. Les représentants associatifs sont sortis scandalisés par les idées reçues et « l'autisme » du représentant de l'Etat sur les réels besoins en mobilité du territoire.

« Un dialogue de sourds empreint de mauvaise foi et d'un manque de réalisme »

Au cours d'une heure d'échange direct avec le conseiller, toutes les incohérences argumentées et dénoncées depuis 7 ans sur l'autoroute à péage ont été abordées. Frédéric Manon porte-parole du collectif RN126 résume ainsi la position du conseiller « *Nous sommes dans un dialogue de sourds empreint de mauvaise foi, et d'un manque de réalisme. Le conseiller P. Vieu se fie aveuglément aux leurres économiques d'une autoroute très contestable sur le fond, la forme et l'utilité, sans accorder le moindre intérêt aux alternatives pour répondre, rapidement, à moindre frais et à moindres impacts, aux réels besoins des usagers de la RN126 et des castrais qui attendent en priorité que l'on traite la sortie de Castres au plus vite et non pas dans 10 ans.* ».

Dans les slogans de responsables de l'Etat, nous sommes affirmés être les seuls à nous opposer au projet au profit d'alternatives. C'est mensonger, c'est refuser d'entendre la voix de chefs d'entreprises qui partagent notre position, c'est refuser de prendre en considération la position de Linda Gourjade, députée de la seule circonscription tarnaise concernée par l'autoroute.

### Le plus haut niveau de l'Etat ignore délibérément les faiblesses du dossier

Ce représentant parisien de l'Etat n'a manifestement pas voulu connaître du dossier, les inconvénients et incohérences. Il n'est pas acceptable que le plus haut niveau de l'Etat ignore délibérément les faiblesses du dossier : les délais et coûts non maîtrisés, l'absence de réalisme des besoins et des trafics, rappelons que seuls 3300 véhicules feraient quotidiennement le trajet de bout en bout, la dégradation prévisible des conditions de circulation pour la grande majorité des usagers de la RN126 qui sera renvoyée sur un itinéraire de substitution qui lui fera perdre confort, sécurité et 15 mn, ....

Décider, c'est bien, mais sans savoir de quoi on parle et sans savoir réfuter de manière justifiée et approfondie les contre-arguments, c'est condamnable et scandaleux. Même le fiasco incontestable de Langon - Pau n'ébranle pas le conseiller. Marie Laure Cambus de FNE Midi-Pyrénées confirme : « *Le parallèle entre l'autoroute Castres-Toulouse et l'A65 Langon-Pau est avéré et on ne peut que s'en alarmer. L'absence de trafic et les tarifs dissuasifs du péage sur l'A65 conduise Aliénor, le concessionnaire, vers la faillite (35 M€ de déficit par an). M. Saintillan représentant du ministère a déclaré dernièrement que « si la faillite se produisait, l'Etat n'interviendrait pas financièrement ».* Le problème restera donc entier pour les collectivités contraintes de racheter l'ouvrage au prix fort. ».

L'attente des castrais, ce n'est pas l'autoroute

Nos enquêtes de terrain sur près de 4000 usagers de la RN126, de chefs d'entreprises, d'élus, le prouvent : l'attente des castrais est forte pour un traitement en priorité et à court terme de la seule section Castres - Soual, unique réelle difficulté de l'itinéraire. Prétendre encore que l'autoroute sera en service en 2022, c'est oublier bien vite qu'en 2012 l'Etat la promettait encore pour 2015, et que d'ici 2022, le chemin est balisé de périodes électorales et de changements. Ignorer où se situe l'intérêt collectif, les réelles préoccupations du citoyen, et la nécessité d'investir au plus juste dans la plus grande équité sociale sans se baser sur des idées reçues, c'est se déconnecter des réalités.

**Ce projet est une chimère et LES DECIDEURS LE SAVENT ! L'entretien avec le conseiller présidentiel P. Vieu est plus qu'inquiétant sur la prise de conscience des situations locales au niveau de l'Etat, et les décisions prises par les parisiens se font au mépris des attentes des usagers locaux.**

Contact presse :

Fred Manon, collectif RN 126 : 06 88 52 83 57